



## Bulletin de l'APAD

10 | 1995  
Numéro 10

---

Léo de Haan, *La région des Savanes au Togo. L'État, les paysans et l'intégration régionale (18-85-1985)*, Paris, Karthala, 1993, 353 p.

Pierre-Yves Le Meur

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/apad/1211>  
ISSN : 1950-6929

### Éditeur

LIT Verlag

### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 1995

### Référence électronique

Pierre-Yves Le Meur, « Léo de Haan, *La région des Savanes au Togo. L'État, les paysans et l'intégration régionale (18-85-1985)*, Paris, Karthala, 1993, 353 p. », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 10 | 1995, mis en ligne le 19 juillet 2007, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/apad/1211>

---

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Bulletin de l'APAD

---

## Léo de Haan, *La région des Savanes au Togo. L'État, les paysans et l'intégration régionale (18-85-1985)*, Paris, Karthala, 1993, 353 p.

Pierre-Yves Le Meur

---

- 1 L'analyse des "effets de l'intégration fonctionnelle et administrative de la Région des Savanes, dans le nord du Togo, en une unité plus grande, sur le mode de vie, celui de Kantindi servant d'exemple" (p. 11), le mode de vie étant entendu comme "la manière dont un groupe de population déploie des activités dans une zone en vue d'acquérir un revenu en nature ou en espèce" (p. 10), tel est le thème de cet ouvrage dont un premier - et grand - mérite est justement de se tenir rigoureusement à la question traitée, développant de manière systématique la grille conceptuelle choisie.
- 2 Celle-ci, second intérêt du texte, situe résolument celui-ci à la confluence des disciplines qui définissent l'espace des sciences sociales, l'auteur étant lui-même docteur en géographie humaine de l'Université d'Amsterdam. Tout d'abord, l'approche s'inscrit dans la durée et cette perspective historique permet d'échapper à l'"amnésie structurelle" (J.-P. Chauveau 1994) constitutive du marché du développement pour mettre à jour les éléments de continuité dépassant les césures historiques conventionnelles (périodes précoloniale, coloniale et postcoloniale), même si le plan de l'ouvrage tend à les suivre (d'une part, elles ont bien une consistance propre, d'autre part, un tel choix peut constituer un moyen parmi d'autres de mettre en évidence les aspects de continuité). Ainsi l'action de l'Etat au Togo est passée (schématiquement) d'une logique rentière à une logique plus "développementaliste" avant l'indépendance, dans le même temps que se mettait en place une logique hiérarchique bureaucratique (pp. 184-5 et 214-5). Autre exemple important, l'influence du réseau commercial précolonial - les voies caravanières - dans la (re)structuration coloniale des infrastructures (pp. 59-62 pour la période allemande). Cette insertion de l'étude dans un cadre temporel suffisamment large va de pair avec son inscription dans un espace géographique comportant plusieurs niveaux,

dont rend compte le concept central d'intégration. Ce cadre spatio-temporel se retrouve dans la structure de l'ouvrage. Après un premier chapitre introductif de présentation de la région d'étude et de mise en place de la problématique sont abordés "le développement de l'économie de traite et la formation de l'Etat togolais" (chapitre 2), puis l'analyse historique des formes d'intégration de la Région des Savanes en liaison avec une étude de cas circonscrite au canton de Kantindi (chapitres 3 et 4, la coupure correspondant à la "restructuration post-coloniale" de la région d'étude), et le "mode de vie actuel à Kantindi" (chapitre 5), pour revenir en conclusion sur les schémas théoriques proposés dans le premier chapitre.

- 3 La question de l'intégration constitue l'axe de réflexion de l'auteur, qui toutefois se limite d'une part à l'intégration fonctionnelle qui doit rendre compte de la liaison entre spécialisation productive et interdépendance régionale, sur la base de l'étude de critères tels que la répartition géographique de la production, les courants migratoires, les circuits de commercialisation et le réseau d'infrastructures, d'autre part à l'intégration administrative correspondant au "contrôle établi par une organisation bureaucratique sur la population d'un territoire" (p. 11, citant C. Tilly 1975). Une troisième forme d'intégration, l'intégration normative traduisant l'existence d'un système de valeurs partagées n'est abordée qu'incidemment (on peut imaginer qu'une étude systématique basée sur ce dernier concept dont la formulation fleure bon le culturalisme aurait abouti à sa remise en cause partielle ou totale). La distinction entre deux formes d'intégration permet de rendre compte de dynamiques propres à l'Etat colonial, qui ne sont pas forcément celles du capital occidental comme les théoriciens de l'impérialisme à la suite de Lénine avaient pu le supposer (J. Marseille, 1984, a très efficacement montré les limites de ces thèses). Des contradictions apparaissent clairement en particulier pendant la crise économique des années trente, lorsque l'Etat essaie de rétablir ses finances par le biais d'un surprélèvement fiscal qui met en péril le fonctionnement - la capacité de reproduction de l'économie régionale (pp. 72 et 116-7).
- 4 Plus largement, le risque de contradiction est intrinsèque à ce processus de double intégration de la région des Savanes dans la mesure où il se réalise dans deux ensembles dont les définitions spatiales diffèrent, à savoir l'économie de traite ouest-africaine et l'Etat togolais. Les interactions entre les deux modes d'intégration peuvent prendre d'autres formes. Ainsi, le développement des infrastructures routières et ferroviaires contribue à la fois à l'ouverture commerciale d'une zone et à l'affermissement de l'autorité de l'État (cf. a contrario l'exemple cité de la région de Notsé au sud du pays : "Si le percepteur n'était pas arrivé dans la région avant le début de la saison pluvieuse, les villageois étaient sûrs d'échapper pour un an au prélèvement fiscal", p.147). Ce simple constat ajouté à la prise en compte de l'importance des voies caravanières dans la restructuration coloniale des voies de communication remet en cause les modèles relatifs aux infrastructures et au transport dans les pays en voie de développement, discutés pp. 20-26, qui constituent pour la plupart une version géographique des théories de la modernisation. Quant aux migrations ouvrières, paramètre important dans l'appréciation des mécanismes conduisant à l'intégration fonctionnelle, elles sont pour partie le produit de la politique de l'Etat en matière de fiscalité et de travail forcé (même si ce produit est ambivalent : la migration permet de se soustraire à l'impôt ou d'accumuler de quoi le payer ; de plus la migration ne revêt pas la même signification selon les groupes sociaux et les périodes ; cf. J.-P. Olivier de Sardan 1984, pp. 253 et sq.).

- 5 Cette distinction de deux séries événementielles dotées d'une autonomie relative fait penser aux quatre axes de la modernité définis par A. Giddens - capitalisme, industrialisme, surveillance, puissance militaire - dont l'intérêt est de rompre avec les schémas explicatifs trop monocausaux, en général economicistes, comme le dépendantisme à la Samir Amin ou l'économie-monde de Wallerstein (A. Giddens 1994). La dimension locale des dynamiques à l'œuvre est implicitement reconnue, y compris à l'intérieur même de chacun des deux types intégratifs. Par exemple, il apparaît que l'administration coloniale togolaise n'est pas un simple relais de l'Etat français, même si elle est aussi bien sûr cela (cf. les divergences évoquées rapidement concernant la question du travail forcé, dont le gouvernement local ne voyait manifestement pas l'urgence de la suppression ; voir G. Spittler 1981, p.52, quant au degré d'autonomie du gouverneur général de l'A.O.F. par rapport à la métropole). Si le schéma explicatif proposé par L. de Haan est plus simple, se réduisant à deux dimensions, son étude, enracinée dans le travail empirique, n'est pas entaché du biais théoriste qui marque trop souvent les textes de Giddens, et qui a été clairement analysé par L. Wacquant (1992). La place accordée aux données recueillies sur le terrain fait même regretter que l'auteur ne soit pas allé jusqu'au bout de la logique qui sous-tend l'analyse de l'interaction entre intégrations fonctionnelle et administrative. En d'autres termes, il reste la place pour une étude socio-anthropologique qui viserait à mettre à jour les mécanismes locaux de prise en compte et/ou de production de ces interférences. Un tel regret - en fait plutôt le souhait que le travail soit continué - se justifie d'autant plus que l'auteur situe largement son travail par rapport à des contributions anthropologiques, et en particulier relativement à deux auteurs, G. Spittler et P. Geschiere, qui ont eu eux aussi l'ambition, chacun à sa manière, d'étudier la relation entre paysannerie (ou société locale) et Etat, et ce dans une perspective historique, ayant eux aussi eu recours au travail d'archives (P. Geschiere est significativement à la fois historien et anthropologue ; le travail de G. Spittler, qui est anthropologue, s'appuie explicitement sur des sources écrites produites par l'administration coloniale - 1981, pp. 9-11). Cette lacune n'est pas le fruit d'une approche pas assez "micro" ou d'un travail de terrain insuffisamment intensif, mais plutôt de l'arrangement des données produites, en particulier concernant la mise à jour des procédures par lesquelles l'interaction entre les deux modes d'intégration se fait. Les mécanismes de chevauchement - pour reprendre un terme à la mode en anthropologie - entre le politique et l'économique, ou de conversion entre les différentes formes de capital, jouent manifestement un grand rôle dans la différenciation interne de l'économie et plus largement de l'espace social régional. A cet égard, le fonctionnement de la chefferie coloniale constitue un cas exemplaire. La confusion quasi institutionnalisée des pouvoirs, constitutive du "despotisme colonial", est au fondement de trajectoires d'accumulation que la bureaucratisation qui se développe au cours de la dernière phase coloniale et surtout à partir de l'indépendance rend plus difficile (184-5). On peut toutefois se demander si cette vision d'un processus linéaire d'évolution vers un modèle d'administration et de domination "rationnel-légal" ne devrait pas être quelque peu nuancée : la "construction d'un monde fictif par la bureaucratie coloniale" qu'évoque G. Spittler (1981, pp. 91-95) est sans doute une idée à tester pour la période ultérieure. Finalement, les stratégies ne tendent-elles pas plutôt à se transformer pour perdurer ? En d'autres termes, ne vaudrait-il pas mieux partir de l'hypothèse sans doute plus féconde que les pratiques de straddling existent dans tous les cas et qu'il s'agit plutôt d'en évaluer le degré et la nature ? Que "le chef de canton [soit] devenu un petit fonctionnaire intégré dans le système bureaucratique" (p.215) entraîne probablement, simplement une

modification à apprécier dans la nature et le volume des ressources qu'il peut mettre en valeur à des fins d'accumulation (le mot étant pris dans une acception large).

- 6 Pour continuer avec l'exemple de la chefferie coloniale, la place du chef de canton comme agent de développement et pilier des Sociétés indigènes de prévoyance (SIP) en fait presque le paradigme de ce type de logique d'accumulation (pp. 129-130). Or le traitement des données qui d'un côté met bien en évidence ce type de situation par l'étude de la construction locale de l'État (y compris à l'aide de données biographiques détaillées) et de l'autre s'attache à décrire le "mode de vie" dans un optique à la fois très économique et globale ("la manière dont la population de Kantindi dirige ses activités vers l'acquisition d'un revenu en nature et en espèces", p.310) ne laisse pas assez de place à une mise à jour de l'interaction en termes de logiques et de pratiques des acteurs sociaux. Il manque finalement la construction des différentes arènes locales et d'un champ du pouvoir local entendu comme le lieu où s'évaluent et s'échangent les différentes formes de ressources ou de capitaux, y compris le capital symbolique et les représentations différenciées des acteurs et des enjeux, dont disposent les acteurs impliqués dans le jeu économique et politique. Une telle construction, replacée dans une perspective historique par la mise à jour des états successifs du champ et de la position des trajectoires individuelles significatives relativement à celui-ci, permettrait de rendre compte de processus tels que celui de formation d'élites rurales qui semble constituer un des fondement des politiques agricoles coloniales et postcoloniales (pp. 166 et 175 par exemple), et de mieux préciser la position du chef de canton comme intermédiaire (p. 135 et G. Spittler 1981, pp. 74-88).
- 7 Une remarque pour finir, relative aux références par rapport auxquelles l'auteur situe son travail. Nous avons remarqué que l'anthropologie y occupe une place de choix ; les théories économiques de la dépendance et géographiques de la modernisation aussi. P. Geschiere, dont le travail est discuté à plusieurs reprises (L. de Haan lui reproche de trop considérer le gouvernement "comme le défenseur des intérêts du secteur colonial", p. 311, de ne pas assez séparer intégrations fonctionnelle et administrative pour reprendre sa terminologie) se place lui-même explicitement en référence aux théories anthropologiques de l'articulation des modes de production, elles-mêmes critiques des faiblesses du dépendantisme. Par ailleurs, P. Geschiere se démarque du politiste J.-F. Bayart (qu'il situe dans la lignée de N. Elias et de C. Coquery-Vidrovitch en ce qui concerne l'influence de la période précoloniale dans le processus d'étatisation, pp. 10-12) sur le thème de la différenciation régionale en matière d'incorporation des élites dans la construction de l'Etat colonial et postcolonial. Ces positionnements en chaîne <sup>1</sup> attestent implicitement de l'existence d'un champ des sciences sociales au delà du seul trinôme sociologie-histoire-anthropologie, champ qui se construit ainsi dans la pratique au travers de l'accumulation de productions telles que celle de L. de Haan. Il aurait été dommage, me semble-t-il, de ne pas souligner ce phénomène plutôt réjouissant.

---

## BIBLIOGRAPHIE

**Chauveau, J.-P.** (1994), "Participation paysanne et populisme bureaucratique. Essai d'histoire et de sociologie de la culture du développement", in Jacob J.-P. & Lavigne Delville P. (dir.), *Les associations paysannes en Afrique. Organisation et dynamiques*, Paris, Karthala : 25-60.

**Geschiere, P.** (1982), *Village Communities and the State. Changing Relations among the Maka of Southeastern Cameroon since the Colonial Conquest*, London, Kegan.

**Geschiere, P.** (1984), "Segmentary Societies and the Authority of the State. Problems in Implementing Rural Development in the Maka Villages of Southeastern Cameroon", *Sociologia Ruralis* 24 : 10-29.

**Giddens, A.** (1994), *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan (éd. anglaise *The consequences of Modernity*, Cambridge, Polity Press, 1990).

**Marseille, J.** (1984), *Empire colonial et capitalisme français, histoire d'un divorce*, Paris, Seuil.

**Olivier de Sardan, J.-P.** (1984), *La société songhay-zarma (Niger-Mali), chefs, guerriers, esclaves, paysans*, Paris, Karthala. Spittler G. (1981), *Verwaltung in einem afrikanischen Bauernstaat. Das koloniale Französisch-Westafrika 1919-1939*, Wiesbaden, Franz Steiner Verlag.

**Wacquant, L.** (1992), "Au chevet de la modernité : le diagnostic du docteur Giddens", *Cahiers Internationaux de Sociologie* XCIII : 389-397.

## NOTES

1. Dans un texte relatif à l'analyse d'un projet de développement dans le sud-est camerounais, P. Geschiere (1984) examine, à côté des théories de l'articulation des modes de production et de celle de G. Hyden concernant la « paysannerie non-capturée », la conception de G. Spittler de l'« Etat-paysan » (*Bauernstaat*), en particulier les tendances « autistes » de la bureaucratie.